

La trahison des élites

Austérité, évasion fiscale et privatisation au Québec

Catherine Caron

Numéro 787, novembre–décembre 2016

La trahison des élites — austérité, évasion fiscale et privatisation au Québec

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/83782ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Caron, C. (2016). La trahison des élites : austérité, évasion fiscale et privatisation au Québec. *Relations*, (787), 14–16.

LA TRAHISON

AUSTÉRITÉ,

Depuis plusieurs années, nos élites néolibérales martèlent que le Québec est dans le rouge et vit au-dessus de ses moyens.

À force d'être répété, le message a fini par être largement accepté.

Or, le mythe tenace qui prétend que l'état des finances publiques québécoises est catastrophique et qu'il justifie les mesures d'austérité des dernières années doit être déboulonné. Car ces mesures cachent plutôt un projet politique de privatisation accrue et de dépossession de la majorité au profit d'une minorité fortunée.

Pourtant des solutions existent et d'autres voies permettent de penser un Québec plus juste et solidaire. Il en est question dans ce dossier.



Alain Reno,
Main invisible, 2016

DES ÉLITES

ÉVASION FISCALE ET PRIVATISATION AU QUÉBEC

Catherine Caron

Laissé à lui-même, l'État prendra de l'expansion à l'infini, nous disent avec inquiétude John Micklethwait et Adrian Wooldridge dans *The Fourth Revolution – The Global Race to Reinvent the State* (Penguin Press, 2014), le livre vu comme étant la « bible » du premier ministre Philippe Couillard. Leur viendrait-il jamais à l'esprit d'affirmer que laissée à elle-même, l'entreprise privée prendra de l'expansion à l'infini? À l'heure où dix multinationales pèsent davantage financièrement que 180 des 197 États reconnus par l'ONU, c'est pourtant cela qui devrait les préoccuper.

En effet, selon une compilation récente réalisée par l'ONG britannique Global Justice Now, en 2015, sur les 100 premières entités économiques mondiales, 69 étaient des multinationales et 31 des États. On y trouve Apple, Shell, Costco, Toyota, Amazon, HSBC, Nestlé et Walmart, laquelle se positionne au 10^e rang, juste après le Canada. Il est certes difficile de comparer les revenus annuels d'une entreprise et ceux d'un État. Toutefois, il est clair – les altermondialistes sonnent l'alerte à ce sujet depuis des décennies – que la domination de ces géants financiers et commerciaux sur des pans de plus en plus vastes de notre vie en société brouille nos repères habituels concernant le pouvoir, la souveraineté, qui les détient vraiment et grâce à quelles complicités. La situation est devenue telle qu'un traité international contraignant portant sur les obligations des multinationales en matière de droits humains est en négociation au sein de l'ONU, parmi d'autres actions en cours visant à dompter quelque peu « la bête », comme le dit Alain Deneault dans ce dossier.

« La bête » – soit ces multinationales qui sont l'une des incarnations fondamentales du capitalisme financier actuel – s'abreuve comme on le sait à l'idéologie néolibérale. Celle-ci la renforce et a rendu récurrent, ici comme ailleurs, le discours sur la nécessité de « soigner » des finances publiques qui seraient atteintes d'obésité morbide en raison de dépenses publiques excessives, ce qui gonflerait la dette à un niveau inacceptable. Depuis des années, « la bête » est admirée et nourrie – à coups de privilèges fiscaux, de privatisations, de dérèglementations, de droits acquis grâce au libre-échange et

« On parle souvent de la loi comme étant la traduction de la volonté des dieux... [...] mais la loi, c'est vous qui la faites! Faites-en une qui soit conforme à ce qu'est la loi, c'est-à-dire une traduction de la conscience publique. »

ALAIN DENEULT, AUX MEMBRES DE LA COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES DU QUÉBEC, 15 SEPTEMBRE 2016

d'une série d'entourloupettes pour lesquelles nous n'avons jamais voté – par des élites politiques qui trahissent ainsi leur responsabilité de veiller sur l'intérêt public et le bien commun. Certes, le Québec n'est pas le pire en la matière. Mais soyons francs, quelles « vraies affaires » passionnent nos élites? La protection de l'environnement et de nos services publics? Ou que nos grandes entreprises se hissent dans le palmarès des plus importantes du monde, et tant pis si notre fisc ou encore les services publics d'autres pays écotent?

Tel un épais brouillard, le néolibéralisme qui s'est installé au Québec depuis 30 ans sous le règne des péquistes comme des libéraux empêche souvent de voir quelle est notre vraie richesse et qui sont les vrais gloutons. D'aucuns ont l'impression que tout a été dit sur le sujet, mais si c'était le cas, nous n'en serions pas là, 20 ans après le sommet socioéconomique d'octobre 1996 orchestré par le premier ministre Lucien Bouchard, qui fut un moment-charnière.

Lors de ce fameux sommet, l'excès de dépenses publiques n'était pas – et n'est toujours pas – la cause centrale de l'endettement de l'État québécois. Pourtant, cette idée nous hante jusqu'à aujourd'hui, justifiant l'obsession du déficit zéro (devenue la *Loi sur l'équilibre budgétaire*) et la priorité accordée au paiement de la dette avant le financement de nos services publics. Il y en aurait long à dire sur les magouilles politico-comptables qui servent à effrayer les gens, à creuser artificiellement des déficits le temps d'imposer des politiques qui ne seraient jamais acceptées autrement, le tout pour ensuite cacher des surplus dont le parti au pouvoir voudra se servir au bon moment – à l'approche d'élections par exemple – pour privilégier ses clientèles électorales. Le gouvernement de Philippe Couillard excelle dans le genre. Sans scrupules, il ose discourir



Alain Reno, *Sacré vautour*, 2016

sur les inégalités et la lutte contre la pauvreté après avoir effectué, en trichant avec les motifs budgétaires, des compressions de plus de 4 milliards de dollars depuis 2014. Il compte ainsi faire avancer au Québec la «révolution inachevée du néolibéralisme», comme la qualifient les auteurs de *The Fourth Revolution*.

Depuis la crise financière de 2008, nous savons jusqu'où ces forces «révolutionnaires» sont prêtes à aller pour s'approprier la richesse collective: transformer les dettes privées des banques en dettes publiques, faire payer les pauvres en continuant d'imposer des mesures abjectes qui font dire à la grande essayiste et militante malienne Aminata Traoré que ce qu'on a mondialisé, ce sont l'injustice, le désespoir et le mépris. Ce constat nous impose de nouer de nouvelles solidarités entre les peuples et de consolider les luttes populaires qui n'ont jamais cessé d'exister au Québec comme ailleurs. «La bête», avec ses parasites, ses complices et l'idéologie néolibérale qui la fait

grandir, doit être plus sérieusement traquée, bien davantage que ses nombreux boucs émissaires chargés de nous distraire.

Fuir les consensus piégés: tel est aussi l'autre impératif... C'est plutôt une bonne nouvelle qu'il soit «difficile aujourd'hui de recueillir des consensus», comme s'en plaignait Lucien Bouchard il y a un an (*Le Devoir*, 24 novembre 2015), lui qui avait profité, en 1996, de l'inclination du milieu syndical pour le partenariat plutôt que pour la confrontation. Osons croire que plusieurs consensus sont devenus plus difficiles parce qu'assez, c'est assez: assez d'irresponsabilité écocriminelle (Énergie Est), assez d'indécence (la réforme de l'aide sociale, les salaires de médecins), assez de servilité (le capital des banques et des compagnies minières à l'abri de l'impôt), assez de corruption (la commission Charbonneau)... Osons croire que l'avenir dépend de notre salutaire indignation et mobilisation face à la trahison des élites. ☺